

Marcuse, Herbert, *Pour une théorie critique de la société*,
Denoël, Paris, 1971, 219 p.

Jean-René Chotard

Volume 3, numéro 1, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700175ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700175ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1972). Compte rendu de [Marcuse, Herbert, *Pour une théorie critique de la société*, Denoël, Paris, 1971, 219 p.] *Études internationales*, 3(1), 97-98. <https://doi.org/10.7202/700175ar>

organiser un puissant mouvement réformiste. Où situer alors la nouvelle politique péruvienne ?

A. Quijano expose la réponse des militaires péruviens à la situation. Pour moderniser l'économie nationale, ils se sont attaqués à l'ancienne bourgeoisie terrienne jusque-là dominante. Tel apparaît le sens de la réforme agraire où les propriétaires indemnisés durent réinvestir leurs fonds dans le secteur secondaire. Pour mettre un terme à l'hégémonie exclusive des États-Unis, les militaires ont exproprié l'*International Petroleum Company*, montrant ainsi qu'ils entendaient devenir maîtres des ressources naturelles du pays. Dans ce but également, ils ont étendu les limites des zones de pêche et arraisonné de nombreux bateaux californiens.

Mais le nouveau gouvernement péruvien ne pouvait pas et ne pouvait pas rejeter la présence financière américaine. Il ne porta aucune atteinte aux autres propriétés *Yankee* et, comme le signale A. Quijano, « *private American investment in oil, in the relatively short time since the coup, has come to practically equal that before the expropriation of IPC* ». Les autorités ont simplement diversifié leurs sources de capitaux étrangers et contraint les prêteurs à réinvestir une forte part de leurs profits.

Le premier impact social de ces mesures tient dans le déclin rapide de la bourgeoisie terrienne et l'émergence d'une nouvelle classe dominante, où subsistent d'ailleurs beaucoup de tensions. Les masses populaires ne semblent pas avoir bénéficié encore de ces transformations. Aussi malgré la publicité conférée à l'expropriation des biens américains, une relative agitation s'est-elle manifestée dans les campagnes, tandis que les ouvriers confrontés à un gel des salaires et à une inflation sensible lançaient des mouvements de grèves.

Dès lors, A. Quijano établit la signification des nouvelles structures politiques péruviennes. Il analyse un État où militaires et technocrates élaborent une politique, autoritaire dans le domaine social, et planificatrice dans le domaine économique. Le régime poursuit un grand objectif qui est l'accumulation de capital à la fois par l'État et l'entreprise privée, nationale un peu, étrangère surtout. Pour parvenir à ce but avec une efficace rapidité, les militaires ont mis au point un système de participation des travailleurs au profit. Cette participation effectuée dans le cadre d'organismes appelés « communautés industrielles » repousse dans un

futur problématique la redistribution réelle des dividendes. Les syndicalistes sont exclus de la gestion de ces « communautés », qui revient en fait aux cadres des entreprises. Pour l'auteur, pareil procédé vise à intégrer dans la société les forces potentiellement révolutionnaires, afin d'empêcher la formation d'une conscience de classe et assurer, ainsi, à l'État et aux investisseurs la paix sociale dont ils ont besoin pour leurs propriétés respectives.

Si, en 1968 et 1969, maint commentateur politique a cru voir commencer au Pérou une nouvelle révolution, l'auteur de la présente étude aboutit à une conclusion opposée. Il sous-titre donc son ouvrage « *A study in Neo-Imperialism* ».

J. R. CHOTARD

Histoire,
Université de Sherbrooke.

MARCUSE, Herbert, *Pour une théorie critique de la société*, Denoël, Paris, 1971, 219p.

Sous ce titre, les éditions Denoël présentent la traduction de trois essais de Marcuse. Il y poursuit l'analyse critique de la société selon une démarche, d'abord, philosophique. Ainsi s'explique le terme théorie qui figure dans le titre.

Le premier, et le plus long, des textes : « Autorité et Famille », qui date de 1936, étudie l'antagonisme entre les notions d'autorité et de liberté, telles qu'elles ont été formulées et établies depuis l'épanouissement de l'individualisme, au temps de la Renaissance. Marcuse reprend, avec nuance, quelques-unes des notions de Weber sur le protestantisme. Il commence son étude par Luther et Calvin, montrant quelles limites l'autorité divine prescrit à l'autonomie du chrétien et impose un monde donné d'avance, qui exclut toute révolte. Avec Kant et Hegel, le rapport autorité/liberté se situe dans un contexte différent : celui de la société civile et d'une morale laïque. Mais chacun des deux grands philosophes fonde les rapports sociaux sur des bases nouvelles qui sauvegardent l'autorité ; pour Kant, c'est l'universalité, pour Hegel : l'État. Autant de réalités que Marx perçoit en montrant comment la bourgeoisie parvenue au pouvoir, retourne dans un sens conservateur, les grandes reven-

dications progressistes qu'elle formulait jusqu'au XVIII^e siècle.

Marcuse voit chez les théoriciens de la contre-révolution, Burke, Stahl et J. de Maistre surtout, une réaction de défense d'abord contre l'irruption des événements français, puis une nouvelle formulation de l'autorité. Ils affirment la transcendance de celle-ci comme un fait absolu relevant de l'ordre divin et naturel. Ils se prononcent en faveur de la soumission inconditionnelle et défendent toutes les valeurs irrationnelles de la foi et de la sensibilité. Pareille apologie de l'autorité proclamée par les conservateurs du XIX^e siècle fonde la domination comme un droit et non comme une fonction. Sorel, mais surtout Pareto, en tirent argument pour justifier la division des classes qui se perpétuent au profit de l'élite. Pareto annonce ainsi les états totalitaires du monde contemporain.

La seconde étude, publiée ici, a été rédigée beaucoup plus tard. « L'individu dans la grande société » constitue une critique du programme-propagande de « Grande Société » annoncée par le président Johnson. Marcuse établit ici le décalage entre les idées proclamées par le politicien et les conditions qui déterminent leur réalisation. Pour l'auteur, le contexte économique fait porter l'accent sur la productivité et contredit l'épanouissement des individus. Ceux-ci, toujours exaspérés par une publicité agressive, n'accèdent jamais à la satisfaction des besoins artificiels qui leur sont continuellement imposés. Ils doivent dépenser leur énergie physique et mentale dans la lutte pour leur existence et leur statut social. Ils doivent supporter, servir et trouver bon l'appareil que cette nécessité leur impose. Ils sont, écrit Marcuse, victime d'une nouvelle aliénation, car cette société ne subsiste que par la répression. L'auteur de « l'homme unidimensionnel » considère que le système a besoin d'un exutoire pour déverser l'agressivité qu'il provoque et refoule, il a besoin d'un ennemi. L'ennemi n'est plus, ou n'est pas au même degré, le communisme, mais bien plutôt toute forme de remise en question, toute forme de refus de la hiérarchie des valeurs telles que les définit la société de consommation. Les nations démunies, les peuples anciennement colonisés constituent, par leurs revendications, le nouvel adversaire. Ainsi dans la société nord-américaine, toute libération de l'individu s'avère illusoire tant que subsistera l'actuelle organisation.

Dans le troisième texte, très bref, intitulé « Concept de négation dans la dialectique », l'auteur précise la différence entre sa conception du marxisme et celle d'Althusser.

Marcuse établit ainsi la continuité de son analyse critique. C'est avec la rigueur dialectique élaborée par Marx qu'il étudie l'époque contemporaine.

Jean-René CHOTARD

Histoire,

Université de Sherbrooke.

BOWEN, Ian, *Acceptable Inequalities — An Essay on the Distribution of Incomes*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 1970, 148p.

Dans ce livre, Bowen relance une vieille controverse philosophique, celle de l'égalité entre les hommes, mais il la renouvelle en éliminant les questions métaphysiques et en posant le problème au niveau économique. L'auteur ne prend parti ni pour les tenants de l'égalité ni pour ceux qui prônent l'inégalité entre les hommes, car chacun a partiellement raison ; il pose plutôt le problème de savoir quelles sont les inégalités minimales acceptables par les hommes d'une société donnée (p. 29).

Les troubles actuels sont socio-économiques et sont tous des problèmes de trop grande inégalité : conflit de la jeunesse et de l'autorité, inégalité entre les économies développées et sous-développées, paradoxe de la multiplication des petits états nationaux et de l'établissement des grandes entreprises « monopolistiques » internationales (pp. 13 à 28).

L'inégalité à réduire est double : elle est d'ordre national et international. La difficulté est de trouver un principe acceptable de l'inégalité minimale nécessaire, compte rendu d'une juste différenciation des salaires et d'une hiérarchie sociale nécessaire. Les vues à ce sujet risquent d'être hautement arbitraires et subjectives (pp. 29 à 48).

Un effort sur le plan de l'éducation peut sembler un facteur d'égénéralisation, mais ce n'est pas suffisant car l'éducation peut aussi bien accentuer l'inégalité que la réduire ; en tout cas, la révolution dans l'éducation devra être résolue avant qu'elle serve à réduire l'inégalité (pp. 63 et 64).